

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Gambie : le gouvernement contre-attaque

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

LA situation semble s'enliser en Gambie où depuis plus d'un mois des manifestations sont organisées pour réclamer la démission du président de la République, Adama Barrow, par respect pour un engagement qu'il avait de ne mettre que trois ans au pouvoir. C'est en réponse à cette contestation qui gagne du terrain que le gouvernement a décidé de réagir.

Brèves

France : Jean-Claude Gaudin se retire

Après 25 ans à la tête de la deuxième commune de France, Jean-Claude Gaudin, qualifié par ses adversaires mêmes de "monument" de la vie politique, a présidé lundi son dernier conseil municipal à Marseille. "L'horloge du temps sonne aujourd'hui pour moi, l'heure du retrait", a lancé la voix chancelante M. Gaudin, 80 ans, du parti Les Républicains (droite) et qui ne se représente pas aux élections municipales organisées en mars en France.

Israël : le groupe EI dit vouloir lancer une nouvelle phase

Le groupe ultra-radical Etat islamique (EI) a affirmé lundi, dans un message audio, vouloir lancer une "nouvelle phase" de son "jihad", en ciblant spécifiquement Israël.

Cet appel est lancé alors que le président américain Donald Trump reçoit lundi son "ami" le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, avant de présenter un plan de paix régional jugé "historique" par Israël mais rejeté par avance avec force par les Palestiniens. Le nouveau chef de l'EI, Abou Ibrahim al-Hachemi al-Qourachi, est "déterminé" à entamer une "nouvelle phase qui n'est autre que de combattre les Juifs et de rendre ce qu'ils ont volé aux musulmans".

Chine : le nombre de décès bondit à 80

Le nombre de victimes de l'épidémie de pneumonie virale en Chine a bondi à 80 et 2.744 cas ont été confirmés dans le pays, alors que la France et les Etats-Unis préparent l'évacuation de leurs ressortissants de la zone en quarantaine. Vingt-quatre morts supplémentaires ont été enregistrés dans la province de Hubei, épicentre de la contagion, mais aucun nouveau décès n'a été confirmé en dehors de cette région, a annoncé lundi le gouvernement central.

Ainsi, dimanche il a interdit avec effet immédiat le collectif à l'origine d'une manifestation ayant tourné à l'émeute. La police a procédé à plus de 100 arrestations et ceux qui soutiennent ce mouvement anti-présidentiel devront faire face à des "conséquences graves", a affirmé le gouvernement dans un communiqué.

"Pas une seule personne n'est morte pendant la manifestation d'aujourd'hui", ont affirmé les autorités dans ce communiqué signé du porte-parole du gouvernement, Ebrima Sankareh. Néanmoins, le bilan de la manifestation, qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes dans la banlieue de Banjul, est néanmoins sévère : 137 personnes arrêtées par la police, d'autres en fuite ou tentant de quitter le territoire, selon le gouvernement. Bien qu'il n'y ait pas eu de décès, "certaines personnes ont subi des blessures ne mettant pas leur vie en danger, dont 18 membres des forces de sécurité et sept civils", selon la même source.

Rassemblés à l'appel du collectif "Operation Three Years Jotna", les manifestants réclamaient qu'Adama Barrow quitte le pouvoir après trois ans, comme il s'y était engagé en devenant le candidat unique de l'opposition fin 2016. Des heurts ont éclaté lorsque les manifestants ont voulu dévier de leur itinéraire pour se rapprocher du centre de la capitale gambienne.

Expliquant l'avoir jusqu'ici toléré, le gouvernement considère à présent le collectif anti-présidentiel comme "un mouvement subversif, violent et illégal". Il lui "interdit à jamais d'agir sur le territoire de la Gambie", selon le communiqué. Ce mouvement a "toutes les caractéristiques d'un groupe déterminé à renverser illégalement le président élu constitutionnellement, Adama Barrow", ajoute le texte.

Investi par une coalition de l'opposition pour défier le président Yahya Jammeh, qui dirigeait cette ancienne colonie britannique d'Afrique de l'Ouest



Photo: DR

La manifestation de trop pour le collectif anti-Barrow?

d'une main de fer depuis 22 ans, Adama Barrow a remporté la présidentielle du 1er décembre

2016. Il avait prêté serment à l'ambassade de Gambie à Dakar le 19 janvier 2017, alors que

Yahya Jammeh se résignait à partir en exil après une intervention politico-militaire régionale.

Adama Barrow n'entend pas céder

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'interdiction qui frappe désormais le collectif "Operation Three Years Jotna" est une réponse claire de l'actuel homme fort de Banjul sur sa décision de ne pas céder à la pression de ses alliés d'hier qui lui demandent de respecter la parole donnée lors de l'accord pour la désignation du candidat unique de l'opposition lors du scrutin présidentiel improbable en décembre 2016.

Toute porte à croire que la Gambie est inexorablement en train de glisser vers une crise qui pourrait menacer sa stabilité sociale voire politique. Ce d'autant plus qu'Adama Barrow et ses alliés soutiennent qu'il ne serait pas question de violer la constitution du pays sur la base d'un accord politique qui ne s'appuie légalement sur rien. Si le camp présidentiel a compté sur l'essoufflement à long terme du mouvement de contestation, il n'aura pas tardé



Photo: AFP

Le président Adama Barrow décidé à aller au terme de son mandat

à faire le constat de l'ampleur que prenait la contestation, à travers le pays. Et comme l'ont fait remarquer les observateurs de la scène politique gambienne, le bras de fer est désormais ouvert. Si les opposants tiennent la rue, à travers les nombreux manifestants, le gouvernement devra marquer son autorité et mâter des mouvements qui contrarient à la bonne marche de la transition politique du pays depuis le départ de l'ancien président contesté, Yahya

Jammeh, depuis lors en exil en Guinée-Equatoriale.

La communauté internationale et les pays de la Cédéao suivent, avec un intérêt certain, la situation dans ce petit pays encadré dans le territoire sénégalais. Tant de nombreux signaux font état d'une crise politique qui pourrait faire ressurgir les démons du passé. Autrement dit un coup d'Etat militaire qui verrait l'armée reprendre le pouvoir, après un bref passage des civils à la tête du pays.